



Paris, le 12 novembre 2018

À Renault ou ailleurs, Monsieur « le président », vous n'êtes pas le bienvenu !

Prenant comme prétexte les commémorations du centenaire de l'armistice de 1918, le président de la République a souhaité écumer les territoires en transformant son périple en meeting politique permanent. Malgré toutes les mesures de sécurité déployées et les populations triées sur le volet (bouclage des centres-villes, tenue à distance des contre-manifestations, salariés choisis par les directions d'entreprise), la population a réussi à montrer chaque jour son opposition à une politique économique et sociale privilégiant les plus riches et la classe dominante, au détriment de la majorité des citoyens.

Lors de son passage à Renault MCA Maubeuge, nonobstant un dispositif hors norme de sécurité, un délégué SUD – Samuel Beauvois – a eu le courage de perturber la mise en scène de la communication du président de la République et de l'interpeler en lui rappelant la réalité vécue chaque jour par nombre de salariés.

En effet, le pouvoir d'achat et la question globale des salaires est une préoccupation majeure pour les salariés du pays, mais encore plus pour les secteurs industriels frappés de plein fouet par une série de mesures : fermeture d'usines, réduction des effectifs, modification des horaires, baisse des salaires, développement de la précarité, sacrifices collectifs pour augmenter encore et toujours la productivité et les profits des actionnaires, etc.

Cette situation est devenue intenable et la mobilisation qui s'annonce le 17 novembre au sujet du prix de l'essence est révélatrice de ce mécontentement : il n'est pas possible que le gouvernement continue à défendre de beaux principes sur l'écologie en taxant les salariés obligés de se déplacer au quotidien, mais aussi plus globalement tous les citoyens qui sont durement affectés par ces hausses permanentes (essence, électricité, gaz, etc.), alors que les salaires et les retraites ne suivent pas. Qu'attend le gouvernement pour taxer les compagnies aériennes et routières, les compagnies pétrolières et les profits ? Qu'attend le gouvernement pour enfin mettre en place de réels réseaux de transports en commun ? Qu'attend le gouvernement pour défendre les plus fragiles ?

Le patronat de l'automobile et ses lobbies, soutenus pendant des dizaines d'années par les gouvernements successifs, a développé la filière diesel. Si cette dernière est à revoir progressivement, il est hors de question que ce soient les salariés de ces secteurs (comme BOSCH par exemple) ou les citoyens qui en paient les pots cassés. Développer une filière automobile du futur impose de réels États généraux du secteur sous le contrôle de la population pour imaginer quels moyens de déplacements, quels financements et surtout quelles embauches et augmentations de salaires sont nécessaires.

Nous appelons donc, pour faire entendre la voix des salariés et de la population, à une réelle mobilisation en vue de préparer un véritable blocage du pays et pas seulement un samedi. C'est le seul moyen de nous faire entendre car les gouvernements successifs en trahissant l'aspiration des populations n'ont fait que préparer le terrain à l'extrême droite et au fascisme (comme au Brésil, Pologne, Hongrie, etc.).

Notre délégué SUD Samuel Beauvois se tient à disposition des médias pour répondre à toutes les sollicitations et parler du quotidien de dizaines de millions de Français qui n'arrivent plus à finir leurs fins de mois du fait d'une politique fiscale, économique, sociale et politique qui met à mal une redistribution des richesses et qui se conclura par une colère forte si elle n'est pas rapidement modifiée.

Contacts presse :

Samuel Beauvois (SUD Industrie 59-62, Renault MCA Maubeuge) - tel : 06.75.74.64.08

Marc Tzwangue (SUD industrie, secteur automobile) - tel : 06.82.55.83.16